Envoyé en préfecture le 12/06/2026
Reçu en préfecture le 12/06/2026
Publié le
ID : 029-212902845-20260605-DELIB2026_50-DE

05 Juin 2026
Délibération n°2026/50

MAIRIE DE TREFFIAGAT
Département du Finistère

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET : Revalorisation des loyers communaux 2026

L'an deux mil vingt-six, le cinq juin, le Conseil Municipal de la commune de TREFFIAGAT dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Nathalie CARROT-TANNEAU, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 19

Date de convocation du Conseil Municipal : le 28 mai 2026

Etaient présents l'ensemble des conseillers municipaux en exercice à l'exception de M. Pierre LE CORRE, Mme Christelle LOPERE, M. Pascal LOUSSOUARN, M. Stéphane BERGES, Mme Danièle PLOUZENNEC et M. Nicolas GUIRRIEC ayant respectivement donné procuration à M. Jean-Luc BILLIEN, Mme Sophie LUCAS, Mme Sylvie POCHAT, M. Pascal GUICHAOUA, M. Luc STEPHAN et M. Daniel LE PRAT.

Secrétaire de séance : M. Pascal GUICHAOUA

Le Conseil Municipal de Treffiagat, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents **DECIDE** de retenir une revalorisation de 0.78 % des loyers (charges comprises) pour les logements communaux (arrondis à l'entier supérieur).

Envoyé en préfecture le 12/06/2026
Reçu en préfecture le 12/06/2026
Publié le
ID : 029-212902845-20260605-DELIB2026_50-DE



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

Nathalie CARROT-TANNEAU

Voies et délais de recours : en application des articles R.421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de RENNES (Hôtel de Bizien-3, Contour de La Motte-CS44416-35044 Rennes Cedex) qui devra, sous peine de forclusion, être enregistrée au greffe de cette juridiction dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Il est également possible de présenter, durant le délai de recours contentieux un recours gracieux auprès de l'autorité municipale : ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de sa réponse, sachant qu'en application de l'article L.231-4 du Code des relations entre l'Administration et le Public, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet « lorsque la demande présente le caractère d'une réclamation ou d'un recours administratif ».